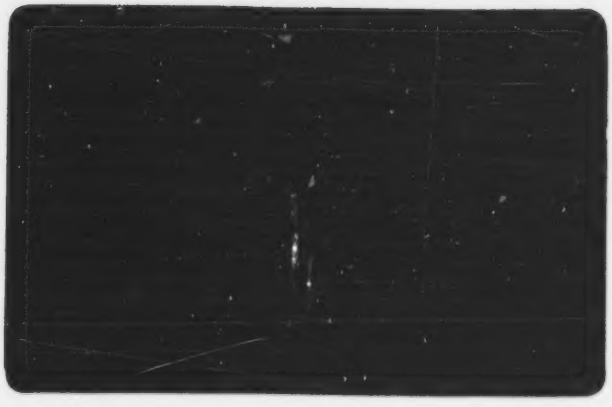
LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

RAPPORT SUR LES TRAVAUX ET LES DEPENSES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES POUR L'ANNEE FINANCIERE 1984-1985

MAI 1985

ASSEMBLEE NATIONALE

85-6331/



ASSEMBLÉE NATIONALE

Secrétariat des commissions

RAPPORT SUR LES TRAVAUX ET LES DEPENSES DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES POUR L'ANNEE FINANCIERE 1984-1985

MAI 1985

Hôtel du Parlement
Bureau 4
Québec (Québec)
G1A 1A4
(418) 643-2722
Télex 051-2216

TABLE DES MATIÈRES

page

LISTE DES TABLEAUX iii

LISTE DES ABRÉVIATIONS v

PRÉSENTATION 1

1. DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES SÉANCES DES COMMISSIONS 3

1.1 Nombre et heures de séance 3
1.2 Séances en session et hors session 5
1.3 Remplacement des membres 7
1.4 Séances publiques et séances de travail 8

2. LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS 10

2.1 Activités en période de session et hors session 13
2.2 Types de séance en fonction des types d'activité 14
2.3 Etude détaillée des projets de loi 15

2.3.1 Projets de loi étudiés et adoptés 15
2.3.2 Temps consacré à l'étude détaillée 17
2.3.3 Traitement des projets de loi en commission . 19

2.4 Consultations 20
2.5 Etude des crédits budgétaires 22
2.6 Vérification des engagements financiers 22
2.7 Surveillance des organismes publics 23
2.8 Interpellations 24

TABLE DES MATIÈRES (suite)

page

2.9 Etude de la législation déléguée 24
2.10 Etudes diverses 25
2.11 Organisation générale 26

3. MANDATS DE L'ASSEMBLÉE ET MANDATS D'INITIATIVE..... 27

3.1 Origine des mandats..... 28
3.2 Temps consacré à l'exécution des mandats..... 30
3.3 Moment de l'exécution des mandats..... 31
3.4 Types de séance selon l'origine des mandats 34
3.5 Mandats "purement d'initiative"..... 35

4. LES FONCTIONS REMPLIES PAR LES COMMISSIONS..... 36

4.1 Les mandats accomplis dans le cadre de chacune des fonctions..... 38
4.2 Taux de remplacement des membres..... 41
4.3 Types de séance selon les fonctions..... 42

5. LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LA SOUS-COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE..... 44

6. LES DÉPLACEMENTS DES COMMISSIONS..... 45

7. ÉTAT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES COMMISSIONS..... 47

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 - Séances et heures par commission 4

TABLEAU 2 - Séances et heures en session et hors session, par commission 6

TABLEAU 3 - Taux moyen de remplacement par commission 7

TABLEAU 4 - Séances publiques et séances de travail en session et hors session (nombre et durée des séances) 8

TABLEAU 5 - Séances publiques et séances de travail par commission 9

TABLEAU 6 - Temps consacré à chaque activité 11

TABLEAU 7 - Temps consacré à chaque activité par commission 12

TABLEAU 8 - Activités en session et hors session 13

TABLEAU 9 - Séances publiques et séances de travail par activité (heures) 14

TABLEAU 10 - Etude détaillée des projets de loi, par commission 16

TABLEAU 11 - Temps consacré aux projets de loi publics et d'intérêt privé par commission (heures) 17

TABLEAU 12 - Traitement des projets de loi 19

TABLEAU 13 - Traitement des projets de loi par commission 20

TABLEAU 14 - Consultations par commission 21

TABLEAU 15 - Séances et temps consacrés à l'étude crédits budgétaires par commission 22

TABLEAU 16 - Séances et temps consacrés à la vérification des engagements financiers par commission 22

TABLEAU 17 - Nombre de mandats et temps consacrés à la surveillance des organismes publics par commission 23

LISTE DES TABLEAUX (suite)

TABLEAU 18 - Nombre et durée des séances d'interpellation par commission 24

TABLEAU 19 - Séances et temps consacrés à des études diverses, par commission 25

TABLEAU 20 - Séances consacrées à l'organisation générale par commission 26

TABLEAU 21 - Origine des mandats, par commission 29

TABLEAU 22 - Temps consacré aux mandats selon leur origine, par commission (heures) 30

TABLEAU 23 - Séances et temps consacrés aux mandats en session et hors session 31

TABLEAU 24 - Séances en session et hors session selon l'origine des mandats, par commission 32

TABLEAU 25 - Durée des mandats en session et hors session selon leur origine et par commission (heures) 33

TABLEAU 26 - Séances publiques et séances de travail selon l'origine des mandats, par commission 34

TABLEAU 27 - Mandats "purement d'initiative", par commission ... 35

TABLEAU 28 - Mandats selon les fonctions, par commission 38

TABLEAU 29 - Temps consacré à chaque fonction, par commission (heures) 39

TABLEAU 30 - Durée moyenne des mandats par fonction 40

TABLEAU 31 - Taux moyen de remplacement selon la fonction et par commission 41

TABLEAU 32 - Séances publiques et séances de travail selon les fonctions et par commission 42

TABLEAU 33 - Séances de la Commission de l'Assemblée nationale et de la Sous-commission 44

TABLEAU 34 - Participations à des rencontres 46

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CAE	Commission de l'aménagement et des équipements
CAN	Commission de l'Assemblée nationale
CAPA	Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation
CAS	Commission des affaires sociales
CBA	Commission du budget et de l'administration
CC	Commission de la culture
CEMO	Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre
CET	Commission de l'économie et du travail
CI	Commission des institutions
PLP	Projet de loi public
PLIP	Projet de loi d'intérêt privé
SCPRP	Sous-commission permanente de la réforme parlementaire
SP	Séance publique
ST	Séance de travail

PRÉSENTATION

Déjà, au cours des dernières années, le Secrétariat des commissions a publié un rapport statistique sur les travaux des commissions élues permanentes. La récente réforme parlementaire a considérablement modifié le système des commissions parlementaires. Un des effets mineurs de cette réforme aura été d'amener le Secrétariat à renouveler la forme et le fond du rapport statistique sur les commissions. Il lui fallait d'une part adapter son approche à la nouvelle réalité des commissions et d'autre part profiter de l'occasion pour tenter d'en faire un instrument de mesure du fonctionnement du système des commissions. A cet égard, le présent rapport est certes incomplet puisqu'il ne permet pas d'effectuer de comparaison avec les années antérieures. C'est là le défaut des premières.

Le rapport statistique ne vise qu'à présenter une vue d'ensemble des activités des commissions, non à dresser un bilan ou tirer des conclusions. C'est dans cette optique que les données brutes qui sont reproduites dans les fiches en annexe * n'ont été que partiellement traitées. Comme il s'agit d'un rapport statistique, nous n'avons retenu que les éléments quantifiables. Toutes les données ont été puisées dans les procès-verbaux des séances de commission tenues entre le 1er avril 1984 et le 31 mars 1985.

Enfin, précisons que le rapport porte surtout sur les huit commissions permanentes dites "sectorielles". La Commission de l'Assemblée nationale de même que la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire sont présentées à part. Considérant leur fonctionnement et

---

Annexe II - Fiches des activités des commissions pour l'année financière 1984-1985

leurs mandats particuliers, leur inclusion parmi les autres aurait perturbé l'homogénéité des données et même faussé certains résultats. Pour les non-initiés, précisons que cette Commission et cette Sous-commission ont plutôt des préoccupations de régie interne de l'Assemblée et qu'elles n'étudient ni crédits, ni engagements financiers, ni projets de lois privés.

La logique qui a présidé au plan de ce rapport est assez simple. Dans un premier temps, il expose ce que font les commissions en présentant les chiffres relatifs aux séances en général. Par la suite, il présente ce qu'elles font en séance; les données sont alors ventilées selon les activités. Puis il distingue les mandats de l'Assemblée des mandats d'initiative, et enfin, toutes ces données sont regroupées en trois catégories correspondant aux fonctions parlementaires des commissions. Les deux derniers chapitres exposent brièvement les activités particulières de la Commission de l'Assemblée nationale, de la Sous-commission permanente et les déplacements des commissions.

Finalement, mentionnons que c'est l'année financière que nous avons retenu comme période en sachant bien que ce n'est pas une mesure de temps proprement parlementaire. Il aurait fallu alors mesurer selon les sessions. Toutefois, elle a l'avantage d'être d'une durée fixe, ce qui dans l'avenir permettra de comparer les données recueillies au fil des ans, et d'être plus près de la réalité administrative de l'Assemblée.

1. DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES SÉANCES DES COMMISSIONS

À la question générale "Que font les commissions?" La réponse la plus simple est "Elles tiennent des séances". La séance est en somme le mode de travail non pas privilégié, mais unique des commissions. Nous commencerons donc par examiner globalement les séances des commissions. Aux fins du présent rapport nous entendons par séance la réunion que tient une commission au cours d'une même journée.

1.1 Nombre et heures de séance

Au cours de la période qui nous intéresse, les commissions * ont tenu 323 séances de toute nature pour une durée de 923 heures.

La durée moyenne d'une séance a donc été de 2 heures 51 minutes. Le Tableau 1 nous donne la répartition du nombre de séances et d'heures de séance par commission.

---

* Rappelons qu'il s'agit des huit commissions permanentes sectorielles dont la liste et les compétences sont reproduites à l'Annexe 1.

TABLEAU 1 - Séances et heures par commission *

Commissions	Séances		Heures	
		%		%
CAE	55	17,0	154,5	16,8
CAPA	42	13,0	118,35	12,8
CAS	36	11,2	67,5	7,3
CBA	31	9,6	90,5	9,8
CC	28	8,7	55,5	6,0
CEMO	35	10,8	129,15	14,0
CET	63	19,5	230,0	25,0
CI	33	10,2	76,5	8,3
TOTAL:	323	100%	923	100%

Ce premier tableau nous indique que le nombre de séances n'est pas nécessairement directement proportionnel au nombre d'heures de séance. Certes la commission qui a tenu le plus grand nombre de séances, la CET, compte aussi le plus grand nombre d'heures; et de même, la commission qui compte le moins grand nombre de séances, la CC, enregistre le plus petit nombre d'heures. Toutefois, entre ces deux

* **Dans tous les tableaux, les fractions d'heures indiquent une fraction décimale et non des minutes.**

pôles on se rend compte que l'adéquation heures/séances n'est pas parfaite. Ainsi, si nous établissons un classement par ordre décroissant nous constatons que la CEMO est au 5e rang pour les séances et au 3e pour les heures et que la CAS occupe le 4e rang en séances et le 7e en heures. En fait, pour la moitié des commissions, il n'existe pas de rapport directement proportionnel entre le nombre d'heures et le nombre de séances.

1.2 Séances en session et hors session

L'année financière du 1er avril 1984 au 31 mars 1985 chevauche deux sessions ordinaires de l'Assemblée nationale.

Au cours de cette période, l'Assemblée a tenu 75 séances réparties ainsi:

4e session

3 avril au 20 juin 1984	33 séances *

5e session

16 octobre au 20 décembre 1984	34 séances
12 mars au 28 mars 1985	8 séances

---

* Ceci inclut la séance du 8 mai 1984 qui, suite aux événements tragiques de cette journée, a été tenue pro forma.

La Loi sur l'Assemblée nationale accorde aux commissions le pouvoir de siéger même lorsque l'Assemblée n'est pas en session; de telles séances sont dites hors session.

Des 323 séances des commissions, 260 ont été tenues en session et 63 hors session et les heures de séances sont respectivement de 703 et 220. Ceci nous apprend que somme toute, les commissions sont surtout actives au même moment que l'Assemblée, puisque 80,5% de leurs séances, 76,2% des heures, ont lieu en période de session. Par ailleurs, la séance en session est en moyenne plus brève que la séance hors session, 2 heures 42 minutes par rapport à 3 heures 24 minutes.

TABLEAU 2 - Séances et heures en session et hors session, par commission

	Séances		Heures	
Commission	Session	Hors session	Session	Hors session
CAE	51	4	153,0	1,5
CAPA	29	13	64,85	53,5
CAS	35	1	67,35	0,15
CBA	21	10	50,0	40,5
CC	20	8	37,0	18,5
CEMO	27	8	102,5	26,65
CET	49	14	167,5	62,5
CI	28	5	59,5	17,0
TOTAL:	260	63	703	220

1.3 Remplacement des membres

Le taux moyen de remplacement a été établi en divisant le nombre total de remplaçants par le nombre de séances; puis en divisant le quotient obtenu par le nombre de membres permanents, c'est-à-dire le nombre de membres attribués à chaque commission au moment de sa formation.

Ainsi on peut dire qu'en moyenne, à chaque séance, 8,5% des membres présents étaient des remplaçants. Au chapitre 4, nous verrons comment ce taux moyen de remplacement se répartit selon les fonctions des commissions.

TABLEAU 3 - Taux moyen de remplacement par commission

Commissions	Membres permanents*	Remplacements %
CAE	19	7,9
CAPA	14	9,3
CAS	16	5,0
CBA	14	5,7
CC	10	2,0
CEMO	12	8,3
CET	19	11,6
CI	12	18,3
%	--	8,5

* Nombre de membres tel que déterminé par la Commission de l'Assemblée nationale lors de la formation des commissions.

1.4 Séances publiques et séances de travail

Selon le Règlement il existe trois types de séance de commission: la séance publique, la séance de travail et la séance à huis clos. Au cours de la période en question, aucune commission n'a siégé à huis clos.

La séance publique constitue la règle générale, et la séance de travail est utilisée pour planifier et organiser les travaux des commissions, notamment les séances publiques. Sur les 323 séances recensées, 242 soit 75% étaient des séances publiques et 81, soit 25%, des séances de travail. Bien que relativement importantes en nombre, les séances de travail n'ont pas occupé une place démesurée dans le travail des commissions ne représentant que 7,9% de leurs heures de séance, soit 73,1 heures. La séance de travail dure moins d'une heure en moyenne.

TABLEAU 4 - Séances publiques et séances de travail en session et hors session

Nombre de séances:

	Session		Hors session		Total	
		%		%		%
Séances publiques	199	82,3	43	17,7	242	100
Séances de travail	61	75,0	20	25,0	81	100
Total	260		63		323	
%	80,5		19,5		100	

TABLEAU 4 (suite)

Durée des séances: (heures)

	Session		Hors session		Total	
		%		%		%
Séances publiques	650	76,5	200	23,5	850	100
Séances de travail	53	72,6	20	17,4	73	100
TOTAL:	703		220		923	
%	76,2		23,8		100	

TABLEAU 5 - Séances publiques et séances de travail par commission

Commissions	Séances publiques	Séances de travail
CAE	49	6
CAPA	23	19
CAS	20	16
CBA	27	4
CC	15	13
CEMO	24	11
CET	58	5
CI	26	7

2. LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

Ce chapitre présente ce que les commissions font effectivement en séance. En nous inspirant des mandats tels que définis par le Règlement, mais aussi de la pratique, nous avons divisé les activités des commissions en neuf rubriques:

a) l'étude détaillée des projets de loi publics et d'intérêt privé;
b) les consultations, tant générales que particulières;
c) l'étude des crédits budgétaires;
d) la vérification des engagements financiers;
e) la surveillance des organismes publics;
f) les interpellations;
g) l'étude de la législation déléguée;
h) les études diverses;
i) l'organisation générale des travaux des commissions.

Ces neuf rubriques sont autant de types d'activité que les commissions doivent ou peuvent tenir selon le cas. Dans la plupart des cas, leur appellation parle par elle-même. Au besoin, le contenu en sera précisé au fur et à mesure de leur présentation.

Pour cette section, nous retiendrons surtout le temps comme étalon, délaissant le nombre de séances. Ceci permet de simplifier les tableaux et nous semble plus approprié comme mesure du travail effectif par les commissions.

Tableau 6 - Temps consacré à chaque activité

Activités	Heures	%
Etude détaillée des projets de loi	305	33,0
Consultations	294	31,9
Crédits budgétaires	175	19,0
Engagements financiers	49	5,3
Surveillance des organismes publics	21	2,3
Interpellations	21	2,3
Législation déléguée	-	-
Etudes diverses	19	2,0
Organisation générale	39	4,2
TOTAL:	923	100

TABLEAU 7 - Temps consacré à chaque activité par commission

COMMISSIONS	Etude détaillée	Consultations	Crédits budgétaires	Engagements financiers	Surveillance organismes publics	Interpellations	Législation déléguée	Etudes diverses	Organisation générale	TOTAL
CAE	82,0	19,5	35,5	13,0	0,15	3,5	---	---	1,5	154,5
CAPA	13,0	76,0	11,5	8,0	5,85	2,0	---	---	2,0	118,35
CAS	1,0	21,5	26,5	4,0	2,5	1,5	---	---	13,5	70,5
CBA	15,0	37,5	13,5	4,0	---	4,0	---	13,0	3,5	90,5
CC	1,0	16,0	16,5	3,5	8,5	---	---	2,0	7,0	55,0
CEMO	30,0	64,0	20,0	6,0	4,0	---	---	---	5,0	129,15
CET	132,0	46,0	32,5	4,5	---	9,5	---	---	4,0	228,5
CI	31,0	13,5	19,0	6,0	---	---	---	4,0	2,0	75,5
TOTAL :	305	294	175	49	21	21	---	19	39	923

2.1 Activités en période de session et hors session

TABLEAU 8 - Activités en session et hors session

Activités	Heures	
	Session	Hors session
Étude détaillée	276	29
Consultations	126	168
Étude des crédits budgétaires	175	-
Étude des engagements financiers	34	15
Surveillance des organismes publics	21	-
Interpellations	21	-
Étude de la législation déléguée	-	-
Études diverses	15	4
Organisation générale	35	4
TOTAL:	703	220

Tel que vu précédemment au chapitre 1, les commissions sont surtout actives en période de session de l'Assemblée. Ceci s'explique de toute évidence par le fait que certaines activités ne peuvent être faites que pendant la session, telles l'étude des crédits et l'interpellation ou encore, telle l'étude détaillée des projets de loi, se font à la demande de l'Assemblée, donc surtout pendant les sessions.

On notera que les consultations qui représentent 31,9% du temps des commissions, soit 294 heures, se font surtout hors session où elles comptabilisent 168 heures, soit 76,4% du temps hors session.

2.2 Types de séance en fonction des types d'activité

Le temps peut également être ventilé selon le type de séance afin de mesurer quelles activités demandent plus de temps soit en séance publique, soit en séance de travail.

TABLEAU 9 - Séances publiques et séances de travail par activité (heures)

	Séances publiques	Séances de travail
Étude détaillée	305,0	-
Consultations	263,0	31,0
Crédits budgétaires	174,5	0,5
Engagements financiers	47,6	1,4
Surveillance des organismes publics	20,5	0,5
Interpellations	21,0	-
Législation déléguée	-	-
Études diverses	18,25	0,75
Organisation générale	1,0	38,0
TOTAL:	850,85	72,15

Ce sont les consultations qui ont exigé le plus d'heures en séance de travail. Non pas parce que les consultations ont lieu en séance de travail, mais plutôt parce que la préparation des 263 heures de séances publiques pour les consultations ont nécessité 31 heures de séance de travail.

Ceci démontre assez bien la nature particulière des consultations. Le cas de l'organisation générale, 38 heures en séance de travail, est différent puisqu'il est de la nature même de cette activité d'être surtout tenue en séance de travail qui, rappelons-le, a pour objet d'organiser et de planifier les travaux des commissions.

2.3 Etude détaillée des projets de loi

Cette rubrique compte les heures consacrées à l'étude détaillée des projets de lois tant publics que d'intérêt privé, mais ne comprend pas le temps des six (6) consultations particulières tenues au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics.

2.3.1 Projets de lois étudiés et adoptés

Pendant la période considérée, les commissions ont effectué l'étude détaillée de 79 projets de loi et en ont adopté 74. Le tableau qui suit nous présente du même coup une ventilation entre les projets de loi publics et d'intérêt privé et entre les commissions.

Tableau 10 - Etude détaillée des projets de loi, par commission

Commissions	Projets de loi publics		Projets de loi d'intérêt privé	
	étudiés	adoptés	étudiés	adoptés
CAE	11	9	17	17
CAPA	4	4	-	-
CAS	3	3	-	-
CBA	4	4	6	6
CC	1	1	-	-
CEMO	2	1	1	1
CET	11	10	-	-
CI	6	6	13	12
TOTAL:	42	38	37	36

Le fait qu'il y ait moins d'adoptions que d'études ne signifie pas que 5 projets de lois ont été rejetés en commission. En fait il n'y eut aucun rejet, c'est plutôt que l'étude détaillée n'a pas été complétée en commission en date du 1er avril ou encore que l'Assemblée a retiré le projet de loi à la commission par une motion de clôture.

Au Tableau 10, on constate que, pour cette période, il y a presque autant de projets de loi d'intérêt privé que de projets de lois publics. Par ailleurs, on remarque que concernant l'étude des projets de loi d'intérêt privé, deux commissions, la CAE et la CI ont à elles seules effectuées 81% de l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé. Ceci n'est guère surprenant compte tenu des champs de compétence de ces commissions.

2.3.2 Temps consacré à l'étude détaillée

Selon le Tableau 11 qui suit, les 305 heures d'étude détaillée se répartissent en 271 heures pour les projets de loi publics et 34 heures pour les projets de loi d'intérêt privé. C'est donc dire que les projets de loi d'intérêt privé qui représentent 46,8% des projets de lois étudiés ne comptent que pour 11% du temps. Ces proportions démontrent éloquemment la différence de nature entre ces projets de lois.

TABLEAU 11 - Temps consacré aux projets de loi publics et d'intérêt privé par commission (heures)

Commissions	Projets de loi publics	Projets de loi d'intérêt privé
CAE	57,0	24,85
CAPA	13,0	-
CAS	1,5	-
CBA	13,0	2,0
CC	1,0	-
CEMO	29,5	0,15
CET	132,0	-
CI	24,0	7,0
TOTAL:	271,0	34,0

Autant la concentration de projets de loi d'intérêt privé dans deux commissions a quelque chose de structurel, autant la répartition des projets de loi publics entre les commissions peut être conjecturelle, étant fonction du menu législatif du Gouvernement. À titre d'exemple, 101 des 132 heures de la CET ont été accaparées par un seul projet de loi, le projet de loi 42, dont l'étude n'était pas terminée au 31 mars 1985.

Cette disparité enlève beaucoup de signification aux moyennes de temps que l'on peut établir. Néanmoins, constatons que les 42 projets de loi publics ont exigé en moyenne 6,45 heures chacun, alors que la moyenne est de 0,9 heure pour les projets de loi d'intérêt privé.

2.3.3 Traitement des projets de loi en commission

Les 79 projets de loi comptaient 4342 articles; l'étude détaillée étant l'analyse article par article d'un projet, les tableaux 12 et 13 nous présentent le traitement des projets de loi en commission.

Tableau 12 - Traitement des projets de loi

	Articles	%	Amendements proposés	%	Amendements adoptés	%
Projets de loi publics	3961	100	941	25,2	821	20,7
Projets de loi d'intérêt privé	381	100	209	54,9	195	51,2
TOTAL:	4342		1150		101	
%	100		26,5		23,4	

On ne peut que remarquer la différence entre les projets de loi publics et les projets de loi d'intérêt privé; pour ces derniers, 195 amendements ont été adoptés, ce qui représente 51,2% des 381 articles alors que la proportion est de 20,7% pour les projets de loi publics par rapport aux 3 961 articles.

Pour compléter ce tableau, ajoutons que dans le cas des projets de loi publics, les amendements adoptés représentent 87,2% des amendements proposés tandis que le rapport est de 93,3% pour les projets de loi d'intérêt privé.

TABLEAU 13 - Traitement des projets de loi par commission

COMMISSIONS	PROJETS DE LOI PUBLICS			PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ		
	Nombre total d'articles	Amendements proposés	Amendements adoptés	Nombre total d'articles	Amendements proposés	Amendements adoptés
CAE	896	153	146	277	160	149
CAPA	189	18	12	-	-	-
CAS	22	5	5	-	-	-
CBA	445	81	79	53	21	19
CC	24	3	2	-	-	-
CEMO	671	42	23	2	-	-
CET	792	453	374	-	-	-
CI	922	186	180	49	28	27
TOTAL:	3961	941	821	381	209	195

2.4 Consultations

La rubrique "Consultations" regroupe les consultations de toute nature, tant générales que particulières, sans distinction du mandat au cours duquel elles ont été accomplies, qu'il s'agisse d'un mandat de l'Assemblée ou d'un mandat d'initiative. On y retrouvera donc les consultations particulières faites dans le cadre de l'étude détaillée d'un projet de loi public.

Entre le 1er avril 1984 et le 31 mars 1985 il y eut 3 * consultations générales et 15 consultations particulières dont huit (8) portèrent sur des projets de loi publics.

Tableau 14 - Consultations par commission

COMMISSIONS	CONSULTATIONS GÉNÉRALES		CONSULTATIONS PARTICULIÈRES	
	Mandats	Heures	Mandats	Heures
CAE	-	-	3	19,5
CAPA	1	39,0	1	37,0
CAS	-	-	1	21,5
CBA	1	35,0	1	2,5
CC	1	16,0	-	-
CEMO	-	-	3	64,0
CET	-	-	5	46,0
CI	-	-	1	13,5
TOTAL:	3	90,0	15	204,0

* Un quatrième mandat de consultation générale n'avait pas encore été suivi d'auditions publiques au 1er avril 1985. Sans séance, il n'y a pas de procès-verbal; conséquemment, il nous fut impossible d'inclure ce mandat dans le Tableau 14.

2.5 Etude des crédits budgétaires

TABLEAU 15 - Séances et temps consacrés à l'étude des crédits budgétaires par commission.

Commissions	Séances	Heures
CAE	7	35,5
CAPA	3	11,5
CAS	9	26,5
CBA	3	13,5
CC	5	16,5
CEMO	6	20,0
CET	8	32,5
CI	4	19,0
TOTAL:	45	175,0

2.6 Vérification des engagements financiers

TABLEAU 16 - Séances et temps consacrés à la vérification des engagements financiers par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	4	13,0
CAPA	4	8,0
CAS	4	4,0
CBA	3	4,0
CC	3	3,5
CEMO	3	6,0
CET	2	4,5
CI	4	6,0
TOTAL:	27	49,0

2.7 Surveillance des organismes publics

Cette section porte sur la surveillance des organismes publics au sens strict de l'article 294 du Règlement.

TABLEAU 17 - Nombre de mandats et temps consacrés à la surveillance des organismes publics par commission

Commissions	Mandats	Heures
CAE	1	0,15
CAPA	1	5,85
CAS	1	2,5
CBA	-	-
CC	1	8,5
CEMO	1	4,0
CET	-	-
CI	-	-
TOTAL:	5	21,0

On aura remarqué que la CAE ne compte que 0,15 heure de surveillance. Il convient de préciser qu'il s'agit d'une séance de travail au cours de laquelle cette commission a fixé le choix de l'organisme. Les séances de surveillance n'avaient pas été tenues au 31 mars 1984.

2.8 Interpellations

TABLEAU 18 - Nombre et durée des séances d'interpellation par commission

Commissions	Nombre	Heures
CAE	2	3,5
CAPA	1	2,0
CAS	1	1,5
CBA	2	4,0
CC	-	-
CEMO	-	-
CET	5	9,5
CI	-	-
TOTAL:	11	21

2.9 Étude de la législation déléguée

Ainsi qu'on aura pu le constater dans les tableaux présentant l'ensemble des activités, il n'y a eu aucune séance d'étude de la législation déléguée. Ceci s'explique par le fait que bien que le Règlement prévoie l'étude des règlements et des projets de règlement, le cadre législatif et règlementaire d'un telle procédure n'est pas encore fixé. La Sous-commissison permanente de la réforme parlementaire a amorcé l'examen d'une éventuelle procédure de contrôle parlementaire de la législation déléguée.

2.10 Études diverses

Cette rubrique compte en fait les activités de trois commissions qui n'ont pu être classées ailleurs. On y retrouve:

- l'étude de la politique budgétaire et de l'évolution des finances publiques par la CBA;

- l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections qu'en exécution de la Loi électorale, l'Assemblée a confié à la Commission des institutions;

- l'examen du rapport d'activité de la Commission d'accès à l'information effectué par la Commission de la culture, en application de la Loi sur l'accès à l'information.

TABLEAU 19 - Séances et temps consacrés à des études diverses, par commission

Commissions	Nombre	Heures
CAE	-	-
CAPA	-	-
CAS	-	-
CBA	3	13,0
CC	1	2,0
CEMO	-	-
CET	-	-
CI	1	4,0
TOTAL:	5	19,0

2.11 Organisation générale

Ainsi qu'on l'a vu précédemment, l'organisation des travaux des commissions se fait surtout en séance de travail. Nous n'avons retenu sous la rubrique "Organisation générale" que les séances ayant pour objet le fonctionnement des commissions, notamment l'élection de leurs président et vice-président, l'étude de leur budget et la planification générale de leurs travaux. Ces séances sont brèves, leur durée moyenne étant de moins d'une heure.

TABLEAU 20 - Séances consacrées à l'organisation générale par commission

Commissions	Séances	Heures
CAE	5	1,5
CAPA	4	2,0
CAS	13	13,5
CBA	3	3,5
CC	10	7,0
CEMO	5	5,0
CET	5	4,0
CI	4	2,0
TOTAL:	49	39,0

3. MANDATS DE L'ASSEMBLÉE ET MANDATS D'INITIATIVE

Le pouvoir d'initiative accordé aux commissions est sans contredit l'élément capital de la réforme parlementaire. Nous avons donc voulu estimer, en cette première année d'application, l'importance qu'ont pris de tels mandats par rapport aux mandats plus traditionnels que les commissions doivent exécuter à la demande de l'Assemblée. L'article 120 du Règlement permanent qui traite des mandats d'initiative se lit ainsi:

> 120 De leur propre initiative, les commissions étudient:
>
> 1° les projets de règlement et les règlements;
>
> 2° les orientations, les activités et la gestion des organismes publics;
>
> 3° les engagements financiers;
>
> 4° toute autre matière d'intérêt public;

On l'aura constaté, quelques mandats dits d'initiative sont en fait des "mandats statutaires" imposés par le Règlement. Par ailleurs, les commissions doivent exécuter d'autres "mandats statutaires" en vertu de certaines lois. Dans les deux cas, l'initiative des commissions se limite à la détermination des modalités d'exécution.

Le quatrième paragraphe de l'article 120 contient à lui seul tous les mandats qu'on pourrait qualifier de "purement d'initiative", i.e. ceux qui originent en totalité des commissions elles-mêmes.

3.1 Origine des mandats

Les commissions ont exécuté 36 mandats d'initiative alors que l'Assemblée leur en confiait 112. Selon nos compilations, les 36 mandats d'initiative peuvent être ventilés comme suit:

- 5 mandats de surveillance d'organismes;
- 22 mandats de vérification d'engagements financiers;
- 4 "mandats statutaires" en vertu d'une loi ou du Règlement, soit:

  a) CET
  Application de l'article 51 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction;

  b) CC
  Etude du Rapport de la Commission d'accès à l'information à la demande de la CAN;

  c) CBA
  Deux mandats d'étude de la politique budgétaire et de l'évolution des finances publiques, en vertu de l'article 292 du Règlement permanent.

- 5 mandats "purement d'initiative", soit:

  a) CAPA
  Etude du cas des 7 agriculteurs grévistes de la faim de Saint-Cyrille-de-Wendover. Mandat complété.

b) CAPA

Étude sur les aspects de relève, de financement et d'endettement agricoles au Québec. Mandat en cours.

c) CC

Étude de l'impact des tendances démographiques. Mandat en cours.

d) CAS

Étude du cadre de référence proposant un partage des responsabilités entre les CSS et les CLSC. Mandat complété.

e) CEMO

Étude du cadre de financement des universités. Mandat en cours.

TABLEAU 21 - Origine des mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée	Mandats d'initiative	TOTAL
CAE	34	4	38
CAPA	6	7	13
CAS	5	5	10
CBA	16	5	21
CC	2	6	8
CEMO	6	3	9
CET	21	3	24
CI	22	3	25
TOTAL:	112	36	148

3.2 Temps consacré à l'exécution des mandats

On notera que le total de 884 heures diffère du grand total de 923 heures de séances des commissions. C'est que 39 heures furent consacrées à des activités d'organisation générale, heures qui ne peuvent être comptabilisées sous les titres de mandats de l'Assemblée ou de mandats d'initiative.

TABLEAU 22 - Temps consacré aux mandats selon leur origine, par commission (heures)

Commissions	Mandats de l'Assemblée	Mandats d'initiative	TOTAL
CAE	139,85	13,15	153,0
CAPA	26,5	89,85	116,35
CAS	29,5	24,5	54,0
CBA	77,0	10,0	87,0
CC	17,5	31,0	48,5
CEMO	89,15	35,0	124,15
CET	218,5	7,5	226,0
CI	67,5	7,0	75,5
TOTAL:	666,0	218,0	884,0

Une lecture comparée des Tableaux 21 et 22 nous révèle que la durée moyenne des mandats varie peu selon leur origine. Les mandats de l'Assemblée ont une durée moyenne de 5,94 heures et les mandats d'initiative de 6,22 heures.

3.3 Moment de l'exécution des mandats

TABLEAU 23 - Séances et temps consacrés aux mandats en session et hors session

	SESSION		HORS SESSION	
	Séances	Heures	Séances	Heures
Mandats de l'Assemblée	170	550	23	106
Mandats d'initiative	49	108	32	110
TOTAL:	219	658	55	216

Ainsi, les mandats de l'Assemblée totalisent 193 séances et les mandats d'initiative 81.

Par extrapolation de ces données on peut constater que les séances hors session durent en moyenne plus longtemps, 3,9 heures, que les séances en session, 3 heures. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des mandats d'initiative, 2,2 heures en session et 3,43 hors session.
Par contre, il faut aussi noter qu'en tous les cas, les mandats de l'Assemblée consomment plus de temps que les mandats d'initiative, 3,45 heures par rapport à 2,69 heures, par séance.

En ajoutant à ces chiffres ceux du Tableau 21, on note que les mandats d'initiative génèrent en moyenne, plus de séances que les mandats de l'Assemblée. En moyenne, chaque mandat d'initiative a requis 2,31 séances tandis que les mandats de l'Assemblée demandent 1,72 séances.

TABLEAU 24 - Séances en session et hors session selon l'origine des mandats, par commission

Commissions	MANDATS DE L'ASSEMBLEE		MANDATS D'INITIATIVE		TOTAL
	Session	Hors session	Session	Hors session	
CAE	44	1	5	-	50
CAPA	10	-	15	13	38
CAS	13	-	9	1	23
CBA	15	8	3	2	28
CC	6	-	6	6	18
CEMD	19	-	5	6	30
CET	43	11	1	3	58
CI	20	5	5	1	29
TOTAL:	170	23	49	32	274

TABLEAU 25 - Durée des mandats en session et hors session selon leur origine et par commission (heures)

Commissions	MANDATS DE L'ASSEMBLÉE		MANDATS D'INITIATIVE		TOTAL
	Session	Hors session	Session	Hors session	
CAE	139,35	0,5	13,15	-	153,0
CAPA	26,5	-	36,35	53,5	116,35
CAS	29,5	-	24,35	0,15	54,0
CBA	42,0	35,0	4,5	5,5	87,0
CC	17,5	-	12,5	18,5	48,5
CEMO	89,15	-	11,25	23,75	124,15
CET	161,35	57,15	2,0	5,5	226,0
CI	53,75	13,75	4,25	2,75	74,5
TOTAL:	559,1	106,4	108,3	109,7	883,5

3.4 Types de séance selon l'origine des mandats

TABLEAU 26 - Séances publiques et séances de travail selon l'origine des mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée		Mandats d'initiative	
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.
CAE	43	2	4	1
CAPA	10	-	13	15
CAS	11	2	9	1
CBA	22	1	5	-
CC	6	-	9	3
CEMO	18	1	6	5
CET	54	-	4	-
CI	23	-	3	3
TOTAL:	187	6	53	28

Ce tableau nous indique que ce sont les mandats d'initiative qui génèrent le plus de séances de travail, 82,35% des séances de travail. Par ailleurs, le total de 34 séances de travail représente 12,4% des 274 séances. Il est encore plus révélateur de faire le lien avec le nombre de mandats du Tableau 21, 36 mandats d'initiative pour 28 séances de travail par rapport à 112 mandats de l'Assemblée pour 6 séances de travail.

3.5 Mandats "purement d'initiative"

TABLEAU 27 - Mandats "purement d'initiative", par commission

Commission	Séances				Heures		Total	
	Session		Hors session		Session	Hors session		
	SP	ST	SP	ST			Séances	Heures
* CAPA	-	9	2	3	12,25	24,75	14	37,07
**CAPA	3	-	3	2	15,2	23,0	8	38,25
CAS	5	-	-	-	18,25	--	5	18,25
CC	-	1	3	1	1,0	15,25	5	16,25
CEMO	-	1	3	3	1,6	23,85	7	25,45
Total:	8	11	11	9	48,35	86,85	39	135,2

Ces mandats totalisent 39 séances soit 7,8 séances par mandat, chacune d'une durée moyenne de 3,5 heures. Ce qui est nettement plus que la moyenne des séances d'initiative, 2,69 heures, et à peine plus que les séances de mandats de l'Assemblée, 3,45 heures. (Voir Tableau 23)

De plus, on peut constater que les séances ont lieu tout autant en session que hors session mais que ces dernières sont de loin les plus longues, 4,34 heures en moyenne, alors que la séance moyenne, toutes catégories, a duré 2,85 heures (923 heures et 323 séances).

---

* Etude du cas des 7 agriculteurs grévistes de la faim.

** Relève et financement agricoles.

4. LES FONCTIONS REMPLIES PAR LES COMMISSIONS

Dans les trois chapitres précédents, nous avons mesuré le travail des commissions à partir de critères puisés à même le Règlement de l'Assemblée soit les séances, les heures de séances, les périodes de session et les mandats.

Le chapitre 4 adopte une toute autre approche, plus théorique, qui considère le travail effectué sous l'angle des fonctions remplies par les commissions au sein du système politique. Dans cet esprit, le travail des commissions remplit, pour l'essentiel, trois fonctions: une fonction législative, une fonction de contrôle visant le Gouvernement et son administration et une fonction d'exploration, d'analyse et de prospective.

Il convient de préciser dès maintenant comment nous avons établi en pratique l'adéquation entre les mandats et les fonctions.

Fonction législative:

comprend de façon générale tout ce qui concerne la législation:

- les consultations générales ou particulières sur un projet de loi après sa présentation.
- l'étude détaillée des projets de loi publics, y compris les consultations particulières faites dans ce cadre;
- l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé, y compris les consultations particulières menées à cette fin.

Fonction de contrôle:

comprend de façon générale les activités des commissions visant à vérifier, surveiller et questionner les agissements du Gouvernement et de l'administration publique:

- l'étude des crédits budgétaires;
- la vérification des engagements financiers;
- la surveillance des organismes publics;
- les interpellations;

Pour le présent rapport, cette fonction inclut également les mandats suivants:

- l'étude du rapport d'activités de la Commission d'accès à l'information;
- l'examen des prévisions budgétaires du Directeur général des élections;

Fonction d'exploration, d'analyse et de prospective:

comprend l'examen, par les commissions, en dehors des processus législatif et de contrôle, de toute question ou situation d'intérêt public.

Dans le présent rapport, cette fonction inclut:

- les 5 mandats qualifiés précédemment de "purement d'initiative";
- les 3 mandats d'étude de la politique budgétaire et de l'évolution des finances publiques exécutés par la CBA;
- le mandat de consultation sur la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction et ses règlements en vue d'éventuelles modifications;
- le mandat d'entendre les parties impliquées dans la négociation du décret de la construction;

- l'étude du rapport et des recommandations de la Commission de la représentation électorale sur la réforme du mode de scrutin;
- les consultations sur l'avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;
- l'examen de la politique tarifaire et du plan de développement de l'Hydro-Québec.

4.1 Les mandats accomplis dans le cadre de chacune des fonctions

Le regroupement des mandats selon ces trois fonctions politiques totalisent 87 mandats pour la fonction législative, 48 pour la fonction de contrôle et 13 pour la fonction d'exploration, d'analyse et de prospective.

TABLEAU 28 - Mandats selon les fonctions, par commission

Commissions	Législation	Contrôle	Exploration, analyse et prospective	TOTAL
CAE	31	8	-	39
CAPA	4	7	2	13
CAS	3	6	1	10
CBA	11	6	4	21
CC	1	6	1	8
CEMO	5	3	1	9
CET	13	7	3	23
CI	19	5	1	25
TOTAL:	87	48	13	148

Tableau 29 - Temps consacré à chaque fonction, par commission (heures)

Commissions	Législation	Contrôle	Exploration, analyse et prospective	TOTAL
CAE	100,85	52,15	-	153,0
CAPA	13,0	27,35	76,0	116,35
CAS	1,5	34,5	18,0	54,0
CBA	18,0	21,5	47,5	87,0
CC	1,0	31,0	16,5	48,5
CEMO	69,15	30,0	25,0	124,15
CET	145,0	46,5	34,5	226,0
CI	31,5	28,5	14,5	74,5
TOTAL:	380,0	271,5	232,0	883,5

TABLEAU 30 - Durée moyenne des mandats par fonction

Fonctions	Heures de séance	Mandats	Durée moyenne(heures)
Législation	380,0	87	4,4
Contrôle	271,5	48	5,7
Exploration, analyse et prospective	232,0	13	17,8
Toutes fonctions	883,5	148	6,0

4.2 Taux de remplacement des membres

Tableau 31 - Taux moyen de remplacement selon la fonction et par commission

Commissions	Membres	Législation	Contrôle	Exploration, analyse et prospective
CAE	19	10,5	3,0	-
CAPA	14	15,5	7,9	9,7
CAS	16	4,1	10,0	3,8
CBA	14	5,4	3,6	8,9
CC	10	20,0	3,7	-
CEMO	12	15,4	3,3	8,3
CET	19	13,8	6,0	11,4
CI	12	21,1	21,3	20,0
%		13,2	7,4	8,9

* Le taux moyen de remplacement est calculé selon le nombre total de membres de chaque commission, voir section 1.3 du chapitre 1.

4.3 Types de séance selon les fonctions

TABLEAU 32 - Séances publiques et séances de travail selon les fonctions et par commission

Commissions	Législation		Contrôle		Exploration, analyse et prospective		TOTAL
	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	S.P.	S.T.	
CAE	34	2	13	1	-	-	50
CAPA	6	-	9	1	8	14	38
CAS	3	-	12	3	5	-	23
CBA	8	-	8	-	11	1	28
CC	1	-	11	-	3	3	18
CEMO	13	-	8	2	3	4	30
CET	37	-	15	-	6	-	58
CI	15	-	8	1	3	2	29
TOTAL:	117	2	84	8	39	24	274
GRAND TOTAL:	119		92		63		
%	43,4%		33,6%		23%		100%

Ce tableau, en réintroduisant la notion de séance, nous permet de calculer la durée moyenne des séances selon la fonction:

Fonction législative : séance de 3,1 heures;
Fonction de contrôle : séance de 2,9 heures;
Fonction d'exploration: séance de 3,6 heures.

Cet exercice nous donne un ordre sensiblement différent du Tableau 30 sur la durée des mandats. Les mandats de contrôle demandent plus de temps que ceux de législation mais leurs séances sont plus courtes.

5. LA COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LA SOUS-COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉFORME PARLEMENTAIRE

Ainsi que nous le précisions dans la présentation, la Commission de l'Assemblée nationale et la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire ont été délibérément écartées de l'ensemble des statistiques sur les activités des commissions. C'est parce que leurs mandats et leur mode de fonctionnement comportent des particularismes tels, qu'ils auraient, soit faussé les résultats, soit entraîné de continuelles mentions d'exception.

Leur tâche, pour l'essentiel, en est une de régie interne propre à l'Assemblée, son organisation et son fonctionnement. Ainsi, la Commission de l'Assemblée nationale n'est pas concernée par, au moins, 6 des 9 types d'activités recensées au chapitre 2. Pour sa part, la Sous-commission permanente de la réforme parlementaire possède un mandat unique, bien que diversifié, et fonctionne davantage comme un comité de travail que comme une commission. Toutes ses séances sont des séances de travail et impliquent la participation active de conseillers de ses membres et de fonctionnaires de l'Assemblée.

Le Tableau 33 présente les données essentielles sur les séances tant de la Commission que de la Sous-commission.

TABLEAU 33 - Séances de la Commision de l'Assemblée nationale et de la Sous-commission permanente

	S.P.	Durée (heures)	S.T.	Durée (heures)
CAN	4	4,75	9	8,95
SCPRP	0	-	9	12,15

6. LES DÉPLACEMENTS DES COMMISSIONS

Les commissions peuvent siéger à l'extérieur de l'Hôtel du Parlement, voire à l'extérieur de la Capitale. Pour ce premier exercice, seule la CAPA et une sous-commission de la CBA se sont prévalues de cette dipo-sition.

C'est dans le cadre de son mandat d'initiative sur la relève agricole que la CAPA a tenu à Montréal, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke, quatre (4) séances en autant de jours. Il s'agissait de séances d'auditions publiques dans le cadre d'une consultation générale. Les séances à l'extérieur ont totalisé 25,23 heures soit 64,5% des 39,11 heures qu'a duré ce mandat.

Pour sa part, la CBA avait reçu de l'Assemblée le mandat de tenir une consultation générale sur l'avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secturs public et parapublic. Ce mandat a requis 40 heures de séance en auditions publi-ques, dont 2,5 heures pour une sous-commission qui s'est réunie à Montréal aux fins d'entendre un organisme.

En somme, des 923 heures de séance à peine 3% ont eu lieu hors des salles de l'Hôtel du Parlement.

Par ailleurs, à huit (8) occasions des députés et des fonctionnaires des commissions ont eu à se déplacer dans le cadre de leurs fonctions pour participer à des colloques, conférences ou autres rencontres.

TABLEAU 34 - Participations à des rencontres

Commissions impliquées	Destination	Députés	Fonctionnaires	Objet
CAE	Québec	0	1	Colloque sur la navigation d'hiver
CAN CBA	Charlottetown	2	2	Conférence du Conseil canadien des comités de comptes publics.
CAS	Montréal	0	1	Séminaire en droit de la famille.
CAS	Québec	0	1	Atelier sur la médecine familiale.
CAS SCPRP	Albany	2	2	Rencontre de sénateurs et fonctionnaires sur les affaires sociales et le fonctionnement des commissions
CI	Montréal	3	1	Sommet "Québec dans le monde".
SCPRP	Québec	0	1	Séminaire de sciences politique sur les commissions.
SCPRP	Ottawa	0	1	Colloque sur la réforme parlementaire aux communes.

7. ÉTAT DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LES COMMISSIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1984-1985

Le présent chapitre a été établi en exécution de l'article 14, de la décision 105 du Bureau de l'Assemblée nationale, concernant le Règlement sur les ressources financières et le personnel attribués aux commissions et sous-commissions.

ANNÉE FINANCIÈRE 1984-1985

État des dépenses effectuées par les commissions

Fonctionnement

03	**Services de transport et de communication**	
01	Frais de déplacement au Québec	8 002,83$
07	Réunions (location de salles et paiement de café)	1 521,00
		9 523,83$
04	**Services professionnels, administratifs et autres**	
05	Administration	22 774,12$
15	Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques (affiches)	362,64
61	Réceptions	297,14
		23 433,90$
06	**Location**	
35	Dactylographes	7 344,32$
99	Autres (salle)	395,00
		7 739,32$
	T O T A L	40 697,05$

ETAT DES DEPENSES EFFECTUEES PAR LES COMMISSIONS

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

	CNE	CNT	CNFA	CNS	CNA	CC	CEMO	CET	CI
Fonctionnement									
03 - Services de transport et de communication									
- 01 Frais de déplacement au Québec			7 117,23		95,00				790,60
- 07 Réunions (location de salles et paiement de café)			1 521,00						
04 - Services professionnels, administratifs et autres									
- 05 Administration			8 000,00			14 774,12			
- 15 Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques (affiches)			362,64						
- 61 Réceptions		231,50							65,64
06 - Location									
- 35 Dactylographes	918,04		918,04	918,04	918,04	918,04	918,04	918,04	918,04
- 99 Autres					395,00				
Sous-total	918,04	231,50	17 918,91	918,04	1 405,04	15 774,16	918,04	918,04	1 774,28
TOTAL: 40 697,05$									

Commission de l'aménagement et des équipements

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

06	Location	
	35 Dactylographe	918,04$
	TOTAL	918,04$

Commission de l'assemblée nationale

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

04	Services professionnels, administratifs et autres	
61	Réceptions	231,50$
	T O T A L	231,50$

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

03	Services de transport et de communication	
01	Frais de déplacement au Québec	7 117,23$
07	Réunions (location de salles et paiement de café)	1 521,00
		8 638,23$
04	Services professionnels, administratifs et autres	
05	Administration	8 000,00$
15	Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques (affiches)	362,64
		8 362,64$
06	Location	
35	Dactylographe	918,04$
	TOTAL	17 918,91$

Commission des affaires sociales

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

06	Location	
	35 Dactylographe	918,04$
	TOTAL	918,04$

Commission du budget et de l'administration

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

03	Services de transport et de communication	
	01 Frais de déplacement au Québec	95,00$
06	Location	
	35 Dactylographe	918,04$
	99 Autres (location de salle)	395,00
		1 313,04$
	T O T A L	1 405,04$

Commission de la culture

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

04	Services professionnels, administratifs et autres	
05	Administration	14 774,12$
06	Location	
35	Dactylographe	918,04$
	T O T A L	15 692,16$

Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

06	Location	
35	Dactylographe	918,04$
	T O T A L	918,04$

Commission de l'économie
et du travail

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

06	Location	
35	Dactylographe	918,04$
	T O T A L	918,04$

Commission des institutions

Année financière 1984-1985

Dépenses

Fonctionnement

03	Services de transport et de communication	
	01 Frais de déplacement au Québec	790,60$
04	Services professionnels, administratifs et autres	
	61 Réceptions	65,64$
06	Location	
	35 Dactylographe	918,04$
	T O T A L	1 774,28$

ANNEXE I

DÉNOMINATION ET COMPÉTENCE DES COMMISSIONS

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Article 118:

Outre la Commission de l'Assemblée nationale, il y a huit commissions permanentes de l'Assemblée. Leur dénomination et leur compétence sont les suivantes:

1° Commission des institutions:

Présidence du Conseil exécutif, justice, relations intergouvernementales et constitution;

2° Commission du budget et de l'administration:

Finances, budget, comptes publics, administration du gouvernement, fonction publique et relations avec les citoyens;

3° Commission des affaires sociales:

Famille, santé, services sociaux et communautaires, condition féminine, habitation, consommation et sécurité du revenu;

4° Commission de l'économie et du travail:

Industrie, commerce, tourisme, travail, science, technologie, énergie et ressources;

5° Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:

Agriculture, pêcheries et alimentation;

6° Commission de l'aménagement et des équipements:

Collectivités locales, aménagement, transport, travaux publics, environnement, loisirs, chasse et pêche;

7° Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre:

Education, main-d'oeuvre et formation professionnelle;

8° Commission de la culture:

Culture, communications, communautés culturelles et immigration.

ANNEXE II

FICHES DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS
POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1984-1985

LEGENDE

N = Nombre de mandats

MODE = Consultation générale (CG) ou consultation particulière (CP), ou étude détaillée (ED).

SEANCES = Nombre de séances (N) et nombre d'heures (H) requises pour l'exécution d'un mandat.

Séances publiques (P) et séances de travail (T).

PROJETS DE LOI = Nombre total d'articles d'un projet de loi (AR), nombre d'amendements proposés (AP), nombre d'amendements adoptés (AA). Etude du projet de loi terminée (A) ou non terminée (O).

N.B.: Le terme "amendements" inclut les sous-amendements.

PARTICIPANTS = Nombre cumulatif des membres (M), des députés remplaçants (R) et des autres députés (AD) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat

Nombre de ministres (M), d'organismes invités (OI) et de personnes invitées (PI) pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre du mandat.

DOCUMENTS = Nombre de mémoires (M) et autres textes (T) déposés officiellement.

PERSONNEL = Nombre d'employés requis par la commission pour l'exécution d'un mandat: personnel régulier de l'Assemblée (RG), personnel d'appoint (AP), consultants ou experts (EX).

REMARQUES= Caractéristiques particulières reliées au fonctionnement de la Commission.

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur les immeubles industriels municipaux (P.L. 61)	1	ED	1(P)	02h 21m	-	-	21	8	4	A	10	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement (P.L. 86)	1	ED	1(P)	03h 41m	-	-	26	3	3	A	11	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les transports (P.L. 76)	1	ED	1(P)	01h 31m	-	-	32	11	11	A	12	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec et d'autres dispositions législatives (P.L. 92)	1	ED	1(P)	01h 42m	-	-	54	3	3	A	15	4	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.5 Loi sur les budgets de recherche et de secrétariat des partis politiques municipaux à Montréal, Québec et Laval (P.L. 95)	1	ED	1(P)	26m	-	-	6	3	3	A	17	6	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.6 Loi sur le ministère des Affaires municipales (P.L. 4)	1	ED	2(P)	04h 53m	-	-	34	4	3	A	23	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales (P.L. 2)	1	ED	5(P)	10h 54m	-	-	324	72	72	A	54	6	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.8 Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (P.L. 8)	1	ED	2(P)	13h 15m	-	-	150	19	19	A	23	10	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (P.L. 88)	1	ED/CP	2(P)	07h 57m	-	-	56	2	0	A	15	3	3	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.1.10 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives (P.L. 81)	1	ED	2(P)	09h 07m	-	-	179	22	22	0	22	8	2	1	-	-	-	-	2	-	-	Etude non terminée (30 articles sur 179)

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.11 Loi modifiant diverses dispositions législatives pour favoriser la mise en valeur du milieu aquatique (P.L. 6)	1	ED	3(P)	01h 16m	-	-	14	6	6	0	33	1	-	2	-	-	-	-	2	-	-	
	-	CP	-	-	1(T)	32m	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
			2(P)	11h 31m	-	-	-	-	-	-	30	6	4	2	12	-	9	-	2	-	-	
1.1.12 Loi sur les parcs nationaux (P.L. 13)	1	CP	1(T)	18m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	
			2(P)	06h 43m	-	-	-	-	-	-	28	-	-	-	9	-	8	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant l'érection de la municipalité de Saint-Pierre-de-Lamy (P.L. 143)	1	ED/CP	-	-	-	-	2	1	1	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.2 Loi concernant la ville de Saint-Bruno-de-Montarville (P.L. 215)	1	ED/CP	-	-	-	-	10	5	5	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.3 Loi modifiant la Charte de la ville de Granby (P.L. 210)	1	ED/CP	-	-	-	-	17	16	16	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.4 Loi concernant la Ville de Saint-Laurent (P.L. 210)	1	ED/CP	-	-	-	-	8	8	8	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.5 Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval (P.L. 207)	1	ED/CP	-	-	-	-	8	2	2	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	5	ED/CP	1(P)	04h 06m	-	-	45	32	32	A	13	5	3	1	5	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.6 Loi concernant la Ville de Rimouski (P.L. 242)	1	ED/CP	-	-	-	-	7	4	4	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.7 Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec (P.L. 216)	1	ED/CP	-	-	-	-	173	96	92	A	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	2	ED/CP	2(P)	10h 55m	-	-	180	100	96	A	42	5	-	1	5	-	-	-	2	-	-	
1.2.8 Loi concernant la ville de Saint-Eustache (P.L. 239)	1	ED/CP	-	-	-	-	10	9	2	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.9 Loi concernant la ville de Val d'Or (P.L. 224)	1	ED/CP	-	-	-	-	5	2	2	A	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	2	ED/CP	1(P)	04h 20m	-	-	15	11	4	A	15	4	-	1	3	-	-	-	2	-	-	
1.2.10 Loi concernant la Corporation municipale de la ville de Fortierville (P.L. 235)	1	ED/CP	-	-	-	-	4	-	-	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.11 Loi concernant la cité de Côte-Saint-Luc (P.L. 246)	1	ED/CP	-	-	-	-	5	2	2	A	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.12 Loi concernant la municipalité du canton de Kénogami (P.L. 247)	1	ED/CP	-	-	-	-	4	-	-	A	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	
1.2.13 Loi concernant la ville de Montréal-Nord (P.L. 250)	1	ED/CP	-	-	-	-	4	1	1	A	-	-	-	-								
TOTAL	4	ED/CP	1(P)	02h 29m	-	-	17	3	3	A	14	6	1	1	3	-	-	-	2	-	-	
1.2.14 Loi concernant la Ville de Montréal (P.L. 200)	1	ED/CP	1(P)	01h 05m	-	-	5	5	5	A	4	-	1	1	1	-	-	-	2	-	-	Sous-commission
1.2.15 Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval (P.L. 255)	1	ED/CP	1(P)	01h 27m	-	-	8	3	3	A	4	-	3	1	1	-	-	-	2	-	-	Sous-commission
1.2.16 Loi concernant la Ville de Montréal (P.L. 200) et Loi modifiant la Charte de la Ville de Laval (P.L. 255)	1	ED/CP	1(P)	08m	-	-	-	-	-	A	7	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	Prise en considération des rapports de la sous-commission
1.2.17 Loi concernant le Parc industriel et technologique Québec-Sainte-Foy	1	ED/CP	1(P)	33m	-	-	7	6	6	A	7	2	-	1	2	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.3 Crédits budgétaires																						
Etude des crédits budgétaires 1984-85 des ministères et des programmes relevant de la compétence de la Commission	1	-	7(P)	35h 28m	-	-	-	-	-	-	98	-	22	6	-	-	-	2	2	-	-	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 La situation de l'environnement au Québec	1	-	1(P)	01h 57m	-	-	-	-	-	-	4	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.4.2 Les problèmes que connaît l'industrie du taxi, particulièrement dans l'Ile de Montréal	1	-	1(P)	01h 40m	-	-	-	-	-	-	8	6	-	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	N	R	AD	MI	OI	PI	N	T	RG	AP	EX	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme																						
2.2.1 Régie de l'Assurance-automobile du Québec	1	-	1(T)	10m	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	Organisation et planification des travaux
2.3 Vérification des eng. financiers																						
2.3.1 Premier trimestre 1984	1	-	1(P)	02h 22m	-	-	-	-	-	-	12	-	1	2	-	-	-	-	2	-	-	
2.3.2 Deuxième trimestre 1984	1	-	1(P)	02h 58m	-	-	-	-	-	-	30	1	-	4	-	-	-	-	2	-	-	
2.3.3 Troisième trimestre et quatrième trimestre 1984	1	-	2(P)	07h 57m	-	-	-	-	-	-	27	1	-	4	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'aménagement et des équipements

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors session																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	H	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 ORGANISATION DES TRAVAUX																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Election du Président	1	-	-	-	2(P)	48m	-	-	-	-	20	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale																						
3.2.1 Champs d'activités de la Commission et mandats potentiels, Comité directeur Colloque au New-Hampshire	-	-	1(T)	13m	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	
3.2.2 Engagements financiers, surveillance des organismes, mandats d'initiative, revue du programme législatif	-	-	1(T)	46m	-	-	-	-	-	-	13	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	
3.2.3 Formation d'un comité directeur, choix de l'organisme public et planification des travaux, mandats d'initiative, projet de loi de la Ville de St-Hubert, prév. budgétaires	-	-	-	-	1(T)	27m	-	-	-	-	10	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'assemblée nationale

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
Aucun																						
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Etude du rapport annuel de la Commission d'Accès à l'information + coordination des travaux des commissions	1	CP	1(P)	02h 39m	-	-	-	-	-	-	8	-	3	1	1	-	-	-	1	-	-	Exécution de l'article 119 de la Loi sur l'accès aux documents et la protection des renseignements personnels (L.R.Q.,ch. A-2.1)
2.4.2 Etude de la proposition de délimitation des circonscriptions électorales, entendre le Directeur général des élections, coordination des travaux des commissions	1	CP	1(P)	01h 53m	-	-	-	-	-	-	7	-	2	-	1	-	-	-	2	-	-	Exécution de l'article 28 de la Loi sur la représentation électorale (L.R.Q.,ch. R-24.1) et exécution de l'article 114, paragraphe 4° des Règles de procédure de l'Assemblée
2.4.3 Prise en considération du rapport de la Sous-commission sur la réforme parlementaire et étude des règlements électoraux	1	-	1(P)	00h 45m	-	-	-	-	-	-	6	-	1	-	1	-	1	-	2	-	-	Exécution de l'article 481 de la Loi électorale (1984, chap. 51)

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	H	R	AD	MI	OI	PI	H	T	RG	AP	EX	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objets spécifiques																						
3.1.1 Approbation liste des présidents de séance et de la formation d'une commission mixte, coordination des travaux des commissions	1	-	1(T)	00h 55m	-	-	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	Articles 136 et 149, R.P.
3.1.2 Nomination des membres du conseil de la Fondation J.C. Bonenfant, coordination des travaux des commissions	1	-	1(T)	00h 53m	-	-	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	Articles 6 et 7 de la Loi sur la fondation Jean-Charles Bonenfant (L.R.Q., ch. F-3.2)
3.1.3 Coordination des travaux des commissions	2	-	1(T)	00h 12m	1(T)	00h 50m	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.1.4 Interprétation de divers articles des règles de procédure, coordination des travaux des commissions, composition de la sous-commission sur la réforme parlementaire	2	-	2(T)	02h 20m	-	-	-	-	-	-	24	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.1.5 Etablir des règles de fonctionnement concernant la vérification des engagements financiers, coordination des travaux des commissions, interprétation des règles de procédure	2	-	2(T)	01h 23m	-	-	-	-	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.1.6 Déterminer la composition des commissions et coordination des commissions	1	-	1(T)	00h 22m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	Interprétation de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., ch.D-9.1)

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur le crédit agricole (PL 74)	1	ED	1(P)	13m	-	-	68	3	3	A	5	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi sur la commercialisation des produits marins (PL 82)	1	ED	1(P)	03h 16m	-	-	65	3	3	A	10	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et diverses dispositions législatives (PL 73)	1	ED	(1P)	01h 41m	-	-	16	6	6	A	5	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires (PL 1)	1	ED	3(P)	08h 03m	-	-	40	6	-	A	35	8	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires	1	-	3(P)	11h 26m	-	-	-	-	-	-	33	1	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 La situation de l'industrie de la pêche commerciale	1	-	1(P)	02h	-	-	-	-	-	-	4	2	1	1	-	-	-	-	1	-	-	- Télédiffusion
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme	1	-	1(P)	05h 50m	-	-	-	-	-	-	9	1	-	-	1	-	1	1	2	-	-	
	-	-	-	-	1(T)	19m	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	4	-	2(P)	03h 28m	2(P)	04h 39m	-	-	-	-	41	7	-	1	-	-	-	2	2	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Etude des dossiers des sept grévistes de la faim de Saint-Cyrille-de-Wendover	1	CP	9(T)	12h 13m	3(T)	06h 21m	-	-	-	-	119	17	-	1	-	-	-	-	2	-	1	
					2(P)	18h 17m	-	-	-	-	26	4	-	1	2	6	8	22	2	-	1	
2.4.2 Consultation générale sur les aspects de relève, de financement et d'endettement agricole au Québec	1	CG	-	-	2(T)	02h 55m	-	-	-	-	20	1	-	-	-	-	-	-	2	-	-	- Déplacement de la Commission à l'extérieur pour 4 séances
	-	-	3(P)	15h 10m	3(P)	21h 02m	-	-	-	-	58	8	2	-	27	1	31	7	5	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	H	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Election d'un président	1	-	1(T)	26m	-	-	-	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	3(T)	01h 32m	-	-	-	-	-	-	30	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission des affaires sociales

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	H	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale (PL 65)	1	ED	1P	00h 43m	-	-	5	-	-	A	10	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi approuvant l'entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire Kahnawake (PL 78)	1	ED	1P	00h 19m	-	-	10	-	-	A	8	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi sur le régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal (PL 25)	1	ED	1P	00h 32m	-	-	7	5	5	A	6	1	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires de la compétence de la C.A.S.	1	-	7P	26h 11m	-	-	-	-	-	-	49	9	3	5	-	-	-	3	2	-	-	La Commission mixte des affaires sociales et de l'éducation et de la main-d'oeuvre a été formée pour étudier le programme 6 des crédits du M.M.O.S.R.
	-	-	2T	20h 14m	-	-	-	-	-	-	21	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission des affaires sociales

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 L'indifférence du gouvernement péquiste et l'incohérence de ses politiques dans les dossiers de la santé et des services socieux	1	-	1P	01h 25m	-	-	-	-	-	-	8	3	-	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.5 Autre mandat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme:																						
2.2.1 Régie du logement	1	-	1P	02h 22m	-	-	-	-	-	-	8	3	-	-	-	-	-	1	2	-	-	La Commission doit se réunir en séance de travail pour compléter son rapport avant le dépôt à l'Assemblée nationale
2.3 Engagements financiers	3	-	3P	03h 48m	-	-	-	-	-	-	30	9	-	3	-	-	-	5	2	-	-	
	-	-	-	-	1(T)	00h 09m	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.4 Autres mandats (matière d'intérêt public)																						
2.4.2 "Le cadre de référence proposant un partage des responsabilités entre les CSS et les CLSC"	1	CP	1(P) 4(P)	06h 33m 11h 48m	-	-	-	-	-	-	50	3	3	1	3	-	9	14	2	-	-	Enregistrement et consignation des débats publics
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Choix d'un mandat d'initiative	-	-	1(T)	01h 37m	-	-	-	-	-	-	0	-	1	-	-	-	-	2	1	-	-	
3.1.2 Statuer sur une proposition de mandat d'initiative portant sur la "situation des bénéficiaires d'aide sociale" et ses modalités d'exécution	-	-	3(T)	03h 25m	-	-	-	-	-	-	30	-	1	-	-	-	-	1	3	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	H	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.1.3 Statuer sur la proposition de mandat d'initiative portant sur les "services offerts aux personnes atteintes de troubles mentaux et vivant dans la communauté"	-	-	2(T)	01h 31m	-	-	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	7(T)	07h 01m	-	-	-	-	-	-	56	-	1	-	-	-	-	1	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission du budget et de l'administration

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives (PL 75)	1	ED	2(P)	07h 32m	-	-	84	29	29	A	14	2	5	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur les impôts et la Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts (PL 69)	1	ED	1(P)	24m	-	-	250	1	1	A	4	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi modifiant diverses dispositions législatives (PL 5)	1	ED	1(P)	01h 26m	-	-	45	6	6	A	8	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (PL 18)	1	CP	1(P)	02h 36m	-	-	-	-	-	-	7	2	1	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières (PL 7)	1	ED	1(P)	03h 50m	-	-	66	45	43	A	5	-	2	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission du budget et de l'administration

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant l'oeuvre des vocations tardives (PLP 231)	1	CP/ED	-	-	-	-	6	-	-	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.2 Loi concernant la Compagnie du Trust Central et de la Compagnie Crown (PLP 202)	1	CP/ED	-	-	-	-	10	5	5	A	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	
1.2.3 Loi concernant la Compagnie minière Gaspésie limitée (libre de responsabilité personnelle) et Sembec inc. (PLP 209)	1	CP/ED	-	-	-	-	2	2	2	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.4 Loi concernant l'Economie Compagnie d'assurances sur la vie (PLP 211)	1	CP/ED	-	-	-	-	28	11	9	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1.2.5 Loi modifiant la Loi reconnaissant les Assemblées de la Pentecôte du Canada comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec (PLP 212)	1	CP/ED	-	-	-	-	4	3	3	A	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
T O T A L (1.2.1 à 1.2.5)	5	CP/ED	1(P)	01h 38m	-	-	50	21	19	-	9	-	1	1	5	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission du budget et de l'administration

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.6 Loi concernant la Prévoyance Compagnie d'assurances (PLP 249)	1	CP/ED	1(P)	15m	-	-	3	-	-	A	7	1	-	1	1	-	-	-	2	-	-	
1.3 Crédits budgétaires de la compétence de la commission	1	-	3(P)	13h 25m	-	-	-	-	-	-	29	1	3	4	4	-	-	1	2	-	-	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 La réglementation et son application dans la perspective des relations Etat-citoyens	1	-	1(P)	01h 56m	-	-	-	-	-	-	3	2	3	1	-	-	-	-	1	-	-	- Télédiffusion
1.4.2 L'insuffisance et l'inefficacité du programme de relance économique du gouvernement péquiste	1	-	1(P)	02h 05m	-	-	-	-	-	-	7	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	- Télédiffusion
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Avant-projet de loi traitant du régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic	1	CG	1(P)	05m	7(P)	34h 10m	-	-	-	-	75	10	14	4	18	1	23	3	2	-	-	- Une sous-commission a été formée et s'est déplacée à Montréal pour tenir une séance publique
			-	-	1(T)	43m	-	-	-	-	9	3	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission du budget et de l'administration

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.1 (suite)																						- Les débats ont été télédiffusés sauf la séance de la Sous-commission à Montréal
1.5.2 Débat sur le discours du budget	1	-	1(P)	06h 31m	-	-	-	-	-	-	9	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	2(P)	02h 10m	1(P)	01h 33m	-	-	-	-	18	-	1	-	-	-	-	3	2	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Politique budgétaire	2	-	1(P)	01h 45m	1(P)	04h 08m	-	-	-	-	20	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission du budget et de l'administration

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	3(T)	03h 21m	-	-	-	-	-	-	25	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de la culture

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur le Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration (P.L.10)	1	ED	1(P)	01h 02m	-	-	24	3	2	A	7	2	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires de la compétence de la Commission	1	-	5(P)	16h 21m	-	-	-	-	-	-	35	2	2	3	-	-	-	1	1	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme																						
2.2.1 Société de développement des industries de la culture et des communications	1	-	2(P)	08h 27m	-	-	-	-	-	-	14	-	2	-	-	-	-	2	3	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE (suite)																						
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	2(P)	00h 09m	1(P)	03h 13m	-	-	-	-	17	2	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Etude du rapport d'activités de la Commission d'accès à l'information	1	-	1(P)	02h 27m	-	-	-	-	-	-	7	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	
2.4.2 Etude de l'impact des tendances démographiques	1	CG	-	-	3(P)	13h 48m	-	-	-	-	17	-	4	-	6	4	10	-	2	-	1	
		-	1(T)	01h 01m	2(T)	01h 25m	-	-	-	-	17	-	1	-	-	-	-	2	2	-	1	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Election d'un vice-président	-	-	-	-	1(T)	00h 02m	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale																						
3.2.1 Séances de travail	-	-	8(T)	06h 21m	1(T)	00h 20m	-	-	-	-	44	-	2	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de lois publics																						
1.1.1 Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public (PL 3)	1	CP	5(P)	31h 35m	-	-	-	-	-	-	57	11	0	1	21	-	25	-	3	-	-	
	1	ED	5(P)	28h 16m	-	-	655	40	21	0	58	10	12	1	-	-	-	-	3	-	-	
	-	CP	1(P)	07h 45m	-	-	-	-	-	-	12	2	2	1	7	-	2	-	3	-	-	
1.1.2 Loi sur le transfert de certains fonctionnaires du ministère de l'Education à la Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires (PL 16)	1	ED	1(P)	01h 21m	-	-	16	2	2	A	8	-	1	1	-	-	-	-	3	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi modifiant la Loi concernant la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec (PL 244)	1	ED/CP	1(P)	00h 09m	-	-	2	-	-	A	5	1	1	1	1	-	-	-	3	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
- Etude des crédits budgétaires du ministère de l'Education et des programmes 9 et 10 des crédits budgétaires du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu pour l'année financière 1984-1985	1	-	5(P)	20h 03m	-	-	-	-	-	-	46	-	1	2	-	-	-	3	2	-	-	Commission mixte
	-	-	1(T)	00h 20m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.2 Surveillance d'organisme																						
2.2.1 Fonds FCAC pour l'aide et le soutien à la recherche	1	-	1(P)	04h 10m	-	-	-	-	-	-	7	2	-	-	1	-	-	-	2	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	1	-	2(P)	04h 43m	-	-	-	-	-	-	14	2	-	1	-	-	-	1	3	-	-	
	-	-	1(T)	00h 58m	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Financement des universités	1	-	1(T)	01h 35m	3(T)	04h 39m	-	-	-	-	23	1	1	-	-	-	-	-	3	-	-	Sous-commission
	-	CP	-	-	3(P)	19h 13m	-	-	-	-	27	6	-	2	7	-	6	-	4	-	-	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Plan d'activités de la Commission pour l'année 1985-1986	-	-	1(T)	00h 35m	-	-	-	-	-	-	6	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	2(T)	02h 50m	2(T)	01h 41m	-	-	-	-	27	1	1	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi modifiant la loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux (P.L. 59)	1	ED	1(P)	03h 19m	-	-	8	14	13	A	9	3	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (P.L. 66)	1	ED	1(P)	01h 11m	-	-	6	-	-	A	8	3	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
	1	CP	1(P)	08h 16m	-	-	-	-	-	-	14	7	-	1	1	-	-	1	2	-	-	
1.1.3 Loi sur les permis de distribution de bière et de boissons gazeuses (P.L. 87)	1	ED	1(P)	00h 29m	-	-	12	-	-	A	7	2	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNÉE FINANCIÈRE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLÉE (suite)																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.4 Loi sur la location de forces hydrauliques de la rivière Péribonca à Aluminium du Canada Limitée (P.L. 70)	1	ED	1(P)	01h 09m	-	-	10	2	2	A	7	2	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi sur la Société de la Maison des sciences et des techniques (P.L. 62)	1	ED	1(P)	02h 28m	-	-	39	8	8	A	8	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.6 Loi sur la Société de développement des coopératives (P.L. 63)	1	ED	1(P)	01h 32m	-	-	51	4	2	A	11	4	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.7 Loi modifiant la Loi sur les coopératives (P.L. 85)	1	ED	1(P)	01h 17m	-	-	13	3	3	A	9	3	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE (suite)																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.8 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de relations de travail (P.L.11)	1	ED	1(P)	01h 43m	-	-	34	1	1	A	11	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.9 Loi sur la location de forces hydrauliques de la Rivière du Lièvre à Les Produits Forestiers Bellerive Ke'N'Enda Inc. (P.L.9)	1	ED	1(P)	01h 31m	-	-	10	1	1	A	7	1	1	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.10 Loi sur le ministère du Tourisme et modifiant d'autres dispositions législatives (P.L. 14)	1	ED	1(P)	02h 18m	-	-	53	3	3	A	9	4	1	1	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE (suite)																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.11 Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (P.L.42)	1	ED	18(P)	88h 22m	7(P)	29h 04m	556	417	339		313	65	53	1	-	-	-	-	2	-	-	Etude non terminée
		CP	-	-	1(P)	03h 15m	-	-	-	-	11	2	1	1	-	1	-	-	2	-	-	
1.2 Projets de loi d'intérêt privé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.3 Crédits budgétaires																						
Etude des crédits des ministères de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, du Commerce extérieur, du Travail, de l'Energie et des Ressources, de la Science et de la Technologie	1	-	8(P)	32h 39m	-	-	-	-	-	-	83	3	4	5	-	-	-	-	1	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	H	T	RG	AP	EX	
1.4 Interpellations																						
1.4.1 L'administration de la Société des Alcools du Québec y compris ses relations avec ses employés, l'industrie privée et le gouvernement (4 mai 1984)	1	-	1(P)	02h 01m	-	-	-	-	-	-	7	2	-	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.4.2 Les politiques du gouvernement dans le dossier de l'amiante (26 oct. 1984)	1	-	1(P)	01h 59m	-	-	-	-	-	-	6	3	1	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.4.3 Le sous-emploi au Québec (2 novembre 1984)	1	-	1(P)	02h 06m	-	-	-	-	-	-	7	3	-	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.4.4 L'indifférence et l'inaction du gouvernement péquiste face à la situation que connaît l'industrie de la coiffure (7 décembre 1984)	1	-	1(P)	01h 23m	-	-	-	-	-	-	5	2	-	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.4 Interpellations (suite)																						
1.4.5 La situation dans l'industrie du bois de sciage (22 mars 1985)	1	-	1(P)	02h 02m	-	-	-	-	-	-	5	0	2	1	-	-	-	-	1	-	-	Télédiffusion
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Examen de la loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction et ses règlements	1	CP	-	-	3(P)	24h 51m	-	-	-	-	44	13	-	2	17	-	17	-	2	-	-	
1.5.2 Examen de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1985	1	CP	1(P)	06h 38m	-	-	-	-	-	-	16	3	3	1	1	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	2	-	1(P)	02h 23m	1(P)	02h 12m	-	-	-	-	21	4	-	3	-	-	-	-	2	-	-	
2.4 Autres mandats																						
2.4.1 Entendre, conformément à l'article 51 de la Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, les parties impliquées dans la négociation du décret de la construction quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret	1	CP	-	-	2(P)	03h 11m	-	-	-	-	21	7	-	1	4	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission de l'économie et du travail

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Election d'un président	-	-	2(T)	26m	-	-	-	-	-	-	18	-	3	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	3(T)	03h 20m	-	-	-	-	-	-	39	2	1	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission des institutions

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.0 MANDATS DE L'ASSEMBLEE																						
1.1 Projets de loi publics																						
1.1.1 Loi sur les aspects civils de l'enlèvement international et interprovincial d'enfants (PL 72)	1	ED	1(P)	01h 11m	-	-	47	2	2	A	7	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.2 Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives (PL 83)	1	ED	1(P)	02h 34m	-	-	41	10	10	A	5	1	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.3 Loi sur l'Ordre national du Québec	1	ED	1(P)	02h 12m	-	-	29	15	14	A	7	3	2	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.4 Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives (PL 12)	1	ED	1(P)	01h 07m	-	-	39	4	3	A	3	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	
1.1.5 Loi modifiant diverses dispositions législatives (PL 15)	1	ED	4(P)	13h 36m	-	-	205	61	58	A	40	18	13	11	-	-	-	-	2	-	-	"Omnibus": les ministres ont été présents pour la durée de l'études des dispositions les concernant (ART. 254 R.P.)

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.1.6 Loi électorale (PL 19)	1	ED	1(P)	03h 56m	-	-	561	94	93	A	5	-	-	1	-	-	-	-	2	-	-	Sous-commission de la CI
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																						
1.2.1 Loi concernant les Soeurs de Sainte-Anne (PLP 228)	1	CP/ED	2(P)	03h 43m	-	-	2	-	-	A	21	3	-	1	-	11	-	-	2	-	-	Un seul mandat afin d'étudier tous ces PLP (1.2.1 à 1.2.7)
1.2.2 Loi concernant la Banque nationale du Canada (PLP 240)	-	CP/ED	-	-	-	-	3	-	-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 séances pour tous ces PLP (1.2.1 à 1.2.7)
1.2.3 Loi concernant un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Saint-Télesphore (PLP 238)	-	CP/ED	-	-	-	-	3	-	-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	PI: procureurs, requérants et opposants (1.2.1 à 1.2.7)
1.2.4 Loi concernant la succession de Homer Morton Jaquays (PLP 206)	-	CP/ED	-	-	-	-	3	-	-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.2.5 Loi concernant la coopérative d'habitation Artémis de Québec (PLP 221)	-	CP/ED	-	-	-	-	4	7	6	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Commission des institutions

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.6 Loi concernant certains recours de Victor Auclair en matière de responsabilité médicale ou hospitalière (PLP 208)	-	CP/ED	-	-	-	-	7	4	4	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.2.7 Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles (PLP 236)	-	CP/ED	-	-	-	-	7	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.2.8 Loi concernant la succession de John Dwane (PLP 203)	-	CP/ED	1(P)	00h 25m	-	-	5	-	-	A	7	5	-	1	-	6	-	-	2	-	-	Un seul mandat afin d'étudier tous ces PLP (1.2.8 à 1.2.12)
1.2.9 Loi concernant le Foyer Saint-Joseph de Beauharnois (PLP 229)	-	CP/ED	-	-	-	-	3	-	-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 séance pour tous ces PLP (1.2.8 à 1.2.12)
1.2.10 Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève (PLP 230)	-	CP/ED	-	-	-	-	3	-	-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	PI: procureurs, requérants et opposants (1.2.8 à 1.2.12)
1.2.11 Loi concernant le testament de Armand Marcotte (PLP 248)	-	CP/ED	-	-	-	-	2	3	3	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.2.12 Loi concernant certains actes de donation et de fiducie de Samuel Bronfman (PLP 254)	1	CP/ED	1(P)	00h 20m	-	-	3	4	4	A	7	2	-	1	-	1	-	-	2	-	-	PI: Procureurs, requérants et opposants (1.2.13 et 1.2.14)
1.2.13 Loi concernant les immeubles situés au 3470 et 3480 rue Simpson à Montréal (PLP 233)	1	CP/ED	2(P)	02h 44m	-	-	4	10	10	A	15	4	1	1	-	17	-	-	2	-	-	
1.3 Crédits budgétaires de la compétence de la Commission	1	-	4(P)	19h 03m	-	-	-	-	-	-	40	9	6	4	-	-	-	4	2	-	-	Premier ministre et ministres ont été présents pour les crédits qui les concernaient
1.4 Interpellations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1.5 Autres mandats																						
1.5.1 Etude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1984-85 (LRQ, chap. E-3.1)	1	-	1(P)	03h 28m	-	-	-	-	-	-	11	6	-	-	1	-	-	-	2	-	-	

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
1.5.2 Etude du rapport et des recommandations de la Commission de la représentation électorale sur la réforme du mode de scrutin	1	CP	-	-	3(P)	13h 44m	-	-	-	-	37	12	17	1	1	-	-	1	2	1	-	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.1 Législation déléguée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.2 Surveillance d'organisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
2.3 Vérification des engagements financiers	3	-	2(P)	02h 54m	1(P)	02h 48m	-	-	-	-	26	7	3	2	-	-	-	8	2	-	-	
2.4 Autres mandats	-	-	1(T)	00h 17m	-	-	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-	-	3	2	-	-	
2.4.1 Mandats d'initiative	-	-	2(T)	00h 46m	-	-	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-	-	1	2	-	-	
3.0 ORGANISATION																						
3.1 Objet spécifique																						
3.1.1 Constitution du Comité directeur	-	-	1(T)	00h 05m	-	-	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.1.2 Election du Président	-	-	1(P)	00h 04m	-	-	-	-	-	-	12	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	
3.2 Organisation générale	-	-	1(T)	01h 32m	1(T)	25m	-	-	-	-	11	-	1	-	-	-	-	-	2	-	-	

ANNEE FINANCIERE 1984-1985

Sous-commission permanente
de la réforme parlementaire

SUJETS	N	MODE	SEANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS						DOCUMENTS		PERSONNEL			REMARQUES
			Session		Hors sess																	
			N	H	N	H	AR	AP	AA	PL	M	R	AD	MI	OI	PI	M	T	RG	AP	EX	
2.0 MANDATS D'INITIATIVE																						
2.4 Autres mandats d'initiative																						
2.4.1 Modification aux Règles de procédure	1	-	3(T)	04h 46m	-	-	-	-	-	-	16	3	-	1	-	-	-	3	1	-	-	Mandat complété
2.4.2 Contrôle de la législation déléguée	1	-	1(T)	01h 45m	-	-	-	-	-	-	6	1	-	1	-	-	-	1	1	1	-	A.P. = Me Jolin Ministère de la Justice Mandat non complété
2.4.3 Rapport du Comité sur la protection des témoins devant les commissions parlementaires	1	-	5(T)	05h 39m	-	-	-	-	-	-	24	6	3	1	-	-	-	9	1	1	-	Mandat non complété